

Le 1^{er} mai pour la Palestine

En ce premier mai 2025, cela fera plus d'un an et demi que l'armée d'occupation sioniste massacre sans vergogne les Palestiniens de Gaza, poursuivant l'objectif fixé par les créateurs de l'État sioniste colonial de remplacer les Palestiniens, de les déporter et/ou de les éradiquer, après avoir volé leurs terres et abattu leurs maisons.

Ce génocide, qui était dans les tiroirs depuis 1948 n'est pas une réponse ou une riposte. L'entité sioniste ne se défend pas, n'est pas une victime, c'est l'agresseur, depuis l'installation en Palestine des premiers colons européens au début du XX^{ème} siècle, bénéficiant de l'achat par des banques de lots de terres et chassant ceux qui les travaillaient, pourtant, la terre appartient à ceux qui la travaillent.

L'attaque de la Résistance palestinienne le 7 octobre 2023 n'est qu'un acte dans la longue série d'affrontements entre le peuple colonisé et l'État colonisateur. Elle a permis de ressortir au grand jour la question palestinienne au grand dam de ceux qui l'avaient prématurément enterrée, comme les impérialistes occidentaux et les États arabes réactionnaires. En ce sens, en ces jours d'anniversaire de la chute de Saïgon et de la libération du Vietnam, on peut la comparer à l'Offensive du Têt, le 31 janvier 1968, contre les forces d'occupations US et les collabos de l'armée du sud. Ni la population US ni celle de l'État sioniste ne pensaient les opprimés capables d'une telle attaque.

Là s'arrête la comparaison. L'offensive du Têt, bien que militairement en partie échouée a suffi à convaincre l'opinion US qu'il fallait arrêter cette guerre meurtrière. Au contraire, la population non autochtone de l'entité sioniste est convaincue de la légitimité du génocide.

Les Palestiniens, de Gaza, de Cisjordanie, de Jérusalem, les réfugiés ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour obtenir cette libération pour laquelle ils luttent depuis 1947. Ils peuvent compter sur eux-mêmes, mais aussi sur la solidarité internationale, non pas des chefs d'État et de gouvernement, mais des peuples et surtout des travailleurs du monde.

En ce sens, le premier mai 2025 revêt une importance particulière. Le premier mai, depuis 1889, après les pendants de Chicago en 1886, c'est la journée internationale de lutte des travailleurs, décidée par la Deuxième Internationale. Toutes les préoccupations, les revendications des travailleurs y sont mises en avant, des salaires à l'abolition du capitalisme. C'est une journée à forte teneur anticoloniale.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il est important qu'à cette occasion, la Palestine soit sur le devant de la scène. La Palestine est à la fois le symbole du vieux monde colonial et celui de l'espoir de la libération nationale de tous les peuples. La France que célébrait Jean Ferrat, celle des travailleurs, répond toujours du nom de Robespierre, et elle répond aussi du nom de Palestine, de Georges Habache, de Yasser Arafat, d'Ahmed Saadat et de Yahya Sinouar.

Sans oublier le Sahara occidental ni la Kanaky, la Palestine est un important symbole de la lutte des classes à l'échelle internationale. Cette journée du premier mai doit en être la démonstration.

Ce premier mai, les militants du Parti Révolutionnaire Communistes porteront, entre autres, la revendication d'une paix juste en Palestine. **Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant.** Ils porteront aussi la fin de l'État colonial, car son existence empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs. Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire. Nos militants le diront en ce premier mai.